

UNE RENTRÉE DANS LA CONTINUITÉ !

Les personnels administratifs et techniques de l'Éducation nationale ont repris le travail, après une période de congés d'été qui, en plus d'être de plus en plus raccourcie, n'a pas permis à de nombreux collègues de se reposer suffisamment après une année exténuante.

L'année scolaire écoulée a épuisé les personnels soumis à une nouvelle accélération des réformes et le déploiement d'outils informatiques inadaptés, RENOIRH et OP@LE notamment.

Depuis de nombreuses années, les personnels sont soumis à des cadences infernales, il faut travailler toujours plus avec toujours moins : plus de missions, plus de logiciels, d'applications, de statistiques ou de réformes à appliquer, avec moins de postes, moins de stabilité (des emplois précaires), moins de pouvoir d'achat avec le gel prolongé du point d'indice, moins d'égalité de traitement (rémunération au mérite avec le RIFSEEP) et moins de retraite à la fin !

C'est de la maltraitance généralisée, des collègues de plus en plus nombreux sont au bord de la rupture, craquent et multiplient les heures supplémentaires dans un contexte toujours plus anxiogène. De plus en plus de personnels ne parviennent même plus à rattraper leurs heures supplémentaires. La réponse des recteurs et des secrétaires généraux reste la même : « On fait ce qu'on peut avec les moyens du bord ». **Pour le SPASEEN-FO**, cette réponse ne sera jamais satisfaisante.

À tous les niveaux, l'administration s'est obstinée à refuser d'entendre les revendications des personnels et de leurs syndicats. Le nombre d'arrêts de travail provoqués par l'épuisement professionnel, les demandes de rupture conventionnelle, les détachements, les disponibilités et même les démissions, ont explosé, fragilisant plus encore le fonctionnement de l'administration de l'Éducation nationale.

Partout, le recrutement de contractuels est favorisé par le ministère pour tenter de pourvoir les postes vacants.

Le président Macron a nommé un Premier ministre ce 5 septembre, chargé de former un nouveau gouvernement. **Pour le SPASEEN-FO**, peu importe le casting, il faut un véritable changement de cap afin de répondre aux revendications urgentes des personnels, de tous les personnels.

Au SPASEEN-FO, nous ne croyons pas aux discours sur l'attractivité des métiers ou sur la qualité de vie au travail. À ces balivernes, **le SPASEEN-FO** oppose ses revendications pour l'augmentation des salaires sans contrepartie, pour l'amélioration des conditions de travail et des carrières.

Nos revendications demeurent !

Que ce soit en termes d'emplois, de réforme territoriale, mais également en terme salarial.

À l'Éducation nationale, pour les personnels administratifs et ITRF, aucune mesure de revalorisations salariales, alors même que nous subissons comme tous les agents publics des pertes de salaires depuis 2000. Et cette perte sèche a été chiffrée : 28% de perte de pouvoir d'achat.

Une revalorisation de nos régimes indemnitaires a minima. Et nous rappelons que les IFSE versées chaque mois ne rentrent pas dans le calcul de la retraite. Et nous continuons de revendiquer l'intégration des primes dans notre traitement indiciaire.

Aucune création de postes à nouveau pour cette rentrée, alors même que les réformes s'enchainent, sans moyens supplémentaires. Le ministère maintient depuis des années les dotations de personnels administratifs dans les académies sans créations, alors que les ministres successifs qualifient eux-mêmes l'Éducation nationale de ministère sous-administré.

Dans de nombreuses académies, telles que Créteil, Versailles ou Grenoble par exemple, de très nombreux postes restent vacants, et seront pourvus par des contractuels. Voire resteront vacants et le travail retombera sur les collègues déjà épuisés.

Les conditions de travail dégradées font fuir les collègues massivement.

Que dire de la territorialisation de l'Éducation nationale, mettant en place les fusions d'académies, qui a conduit à des mutualisations de services dans le but de supprimer des postes et de faire du Recteur de région académique le seul interlocuteur des présidents et des préfets de région ?

Que dire du renforcement de la déconcentration des actes de gestion, qui donne encore plus de pouvoir aux recteurs, rendant des décisions « à la tête du client » ?

Que dire de la loi de transformation de la Fonction publique qui démantèle nos carrières par le recrutement accru de contractuels au détriment des recrutements statutaires. C'est la fin des garanties et protections collectives : fin des CAP, suppression des CHSCT...

C'est la consécration de l'individualisation des carrières et des salaires.

Que dire du dernier plan de requalification et de l'effort de convergence interministérielle de notre régime indemnitaire ?

L'augmentation inégale des régimes indemnitaires a créé des frustrations et des découragements, renforçant l'idée qu'à la retraite les personnels administratifs et techniques seront des précaires-nos primes ne comptant pas pour le calcul de la retraite.

Le protocole relatif aux requalifications des personnels de C en B et de B en A se révèle une véritable farce. Pire, l'administration requalifie les postes une fois les collègues partis !

Des miettes. Encore moins de postes aux concours. Des collègues déçus. Des atteintes à l'égalité de traitement due aux agents qui semble devenir une norme. Alors que les personnels pour une grande majorité occupent des missions qui ne relèvent pas de leur catégorie mais supérieure. Avec en outre des postes de catégorie A trustés par des enseignants en reconversion.

Avec le SPASEEN-FO nous continuons à revendiquer :

- Créations de postes de titulaires dans les services et les EPLE, à hauteur des besoins, afin que chaque personnel administratif puisse exercer ses missions sereinement ;
- La reconnaissance par le salaire de notre travail avec la revalorisation immédiate de 10 % de la valeur du point d'indice, et l'ouverture de négociations pour un rattrapage des pertes subies depuis 2000, à hauteur de 28,5 % ;
- La suppression du RIFSEEP et de toute individualisation des salaires, et l'intégration des primes dans le traitement indiciaire ;
- L'abrogation de la réforme des retraites ;
- Le retrait de la loi de transformation de la Fonction publique et de la loi 3 DS; Abandon de tous les logiciels non aboutis ; Non à la territorialisation de l'Éducation nationale ;
- La titularisation de tous les contractuels qui le souhaitent ;
- Annulation de toutes les coupes budgétaires.

Que l'on soit affecté en EPLE, en service, en CIO, en circonscription, en CMS, que l'on soit personnel administratif de catégorie A, B et C, ou ITRF des services académiques, ou contractuels, FO défend tous les personnels sans distinction.

Ne pas se laisser faire, c'est bien ce qu'ont à l'esprit nombre de personnels à cette rentrée.

Tout faire pour bloquer les contre-réformes qui cassent l'École publique, qui cassent nos statuts, qui désagrègent le service public, qui cassent notre Sécurité sociale et nos retraites, c'est bien ce qui est à l'ordre du jour de cette rentrée. Partout réunissons nous pour nous organiser, pour nous informer et construire le rapport de force pour gagner sur nos revendications. Et la mobilisation paye : report du déploiement d'OP@LE par exemple.

RÉSISTER, REVENDIQUER, RECONQUÉRIR

Se syndiquer

Se rendre sur notre site : <https://spaseenfo.fr>

Prendre contact

Tél. 01.56.93.22.93 / spaseen@fo-fnecfp.fr
6-8, rue Gaston Lauriau - 93513 Montreuil cedex



Nous suivre :



Spaseen_FO



Spaseenfonational



SPASEENFO-YouTube